

DOCUMENT DE RESTITUTION DU GRAND DEBAT

ORGANISE PAR LA VILLE DE FERRE-CHAMPENOISE LE 12 FEVRIER 2019 A 20h

SALLE DES FETES –PLACE CLEMENCEAU – 51 230 FERRE-CHAMPENOISE

Ce document reprend de façon synthétique l'ensemble des différentes idées et suggestions issues des interventions des participants. Les propos des participants ne sont pas retranscrits mots pour mots mais les idées qui en découlent sont reprises le plus fidèlement possible sans qu'il n'ait été vérifié a posteriori la véracité ou non de certains arguments.

Participants : Environ 40 personnes

La réunion a porté sur les 4 thèmes "officiels" du grand débat :

- Fiscalité et dépenses publiques
- Organisation de l'état et des services publics
- Démocratie et citoyenneté
- Transition écologique

Une liberté a été laissée pour pouvoir s'exprimer sur des sujets ne rentrant pas dans le thème.

PREAMBULE

Présentation par l'animateur du déroulement du débat, des thèmes abordés et de la façon de procéder.

L'animateur précise que chaque administré a toujours la possibilité de poser des questions sur le site internet du grand débat ou de déposer des doléances en Mairie.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

➤ Aides sociales

- Renforcement du contrôle des aides sociales et du travail non déclaré
- Plus de justice dans le versement des aides sociales
- Valoriser davantage le travail au lieu de valoriser l'inactivité
- Conditionner le versement d'aides sociales au travail n'est pas forcément une bonne idée

Fiscalité

- Revoir le découpage des tranches d'impôts considéré comme injuste
- Impôt de solidarité sur la fortune :
 - le rétablir
 - à nuancer puisque les plus riches ont souvent leurs comptes à l'étranger
- Lutte contre l'évasion fiscale : toutes les personnes qui travaillent en France doivent payer leurs impôts en France
- Les grandes entreprises internationales (Google, Amazon...) évitent de payer des impôts et privent la France de recettes importantes
Pour éviter ce problème, il convient d'harmoniser les systèmes fiscaux européens

Dépenses publiques

- La France doit être perçue comme une entreprise en déficit. Comme toutes entreprises, il est nécessaire qu'elle fasse davantage d'économies en réduisant le nombre de députés/sénateurs et hauts fonctionnaires. Il est inconcevable que certains hauts fonctionnaires touchent 3 fois le salaire du Président de la République.
- Réduire les indemnités versées à certains élus (non locaux) qui font carrière dans la politique et qui se soustraient au paiement des impôts
- Plus de transparence des salaires des hauts politique
- Les CESER ont-ils une utilité ?

Pouvoir d'achat

- Beaucoup de français placent leur argent pour préparer leur fin de vie. Cela est compréhensible pour les petits et moyens salaires. En revanche l'argent placé sur des comptes d'assurance vie ne fait pas fonctionner l'économie. C'est de l'argent qui « dort ».
- Les jeunes ne devraient plus payer de loyers mais faire des prêts afin de devenir propriétaires
- Aider les retraités à financer leurs placements en institutions
- Injustice dans le calcul des retraites (différence brut/net)
- Calcul de la retraite : doit être une question de temps de travail et de pénibilité avant l'âge
- Sur le modèle d'autrefois, les aînés doivent rester chez leurs enfants ou du moins ces derniers doivent aider leurs parents
- Question des 35h : permet parfois la création d'emplois

Dépenses de santé

- Donner le coût réel des consultations de spécialistes aux patients afin que ceux-ci prennent conscience du coût de la sécurité sociale
- Il n'est pas normal que les dépassements d'honoraires soient inégalement pris en charge selon les mutuelles
- Lutter contre les déserts médicaux

Divers

- Lutter contre l'anglicisme (utilisation de mots anglais) utilisée de plus en plus fréquemment par les journalistes, qui nuisent à la bonne compréhension des enjeux et conduit à une dépolitisation de certains
- Les jeunes doivent « donner à la nation » sur le modèle de l'ancien service militaire. Un service de 6 mois minimum (écologie, maisons de retraite..) pourrait être rendu obligatoire

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

- Remettre des services publics car de nombreux services publics s'éloignent ou ont disparu du monde rural (exemple : trésorerie de Fère-Champenoise)
Les services publics présents dans les grandes villes environnantes réduisent eux aussi progressivement leurs horaires d'ouverture
- Les difficultés d'accès aux services publics transparaissent également dans le temps d'attente au téléphone.
- Les français sont très attachés à leurs communes
Problème des grandes intercommunalités qui « englobent » progressivement les petites communes avec un pouvoir de décision amoindri
- Il aurait fallu organiser un référendum pour le découpage des grandes régions (perte de poids de la Champagne-Ardenne face à l'Alsace)
- Réduire les millefeuilles administratifs
- La complexité de certaines démarches administratives tend à décourager de même que le fait de devoir réaliser ces démarches sur internet (trop compliqué)

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

- Face à une désorganisation complète avec absence de représentativité (syndicats, gilets jaunes..), il est nécessaire d'avoir des intermédiaires entre les gouvernants et le peuple
- Nécessité de dire la « vérité » aux français et d'être plus clair dans les explications. Les français sont perdus avec des théories et chiffres changeants

Cumul des mandats

*Interdiction du cumul des mandats pas toujours respecté

*Nécessité d'être proche du peuple pour comprendre les enjeux et proposer une législation cohérente => cumul des mandats intéressant

En parallèle, manque de temps. L'absence des députés lors des séances est inadmissible

Il faudrait revoir le système, organiser différemment le travail des députés ou bien valoriser l'expérience (exemple : être Maire en début de carrière puis terminer en tant que parlementaire)

- Réduire le nombre de parlementaires (en portant une attention particulière à la représentation des élus du secteur rural) / beaucoup d'absents / certains ne disposent pas de liberté de vote et se sentent obligés de voter dans le même sens que les membres de leur groupe
- Illogisme dans le fait de faire coïncider les élections présidentielles avec les législatives
- Lutter contre l'illégitimité de certains élus en imposant un nombre minimum d'inscrits pour être élu
- Instituer le vote blanc comme motif d'invalidation d'une élection afin de lutter contre les problèmes de représentativité (mais pose problème en termes de majorité)
- Instituer davantage de proportionnelle pour améliorer la représentativité

Référendum

*Avoir davantage recours au référendum pour associer les citoyens aux grandes orientations

⇒ Problème de l'individualisme, chacun va voter en fonction de sa situation personnelle

⇒ Risque que ce soit ingérable

*Développer les référendums locaux

- Instituer un tirage au sort pour prendre une décision (sur le modèle des jurés d'assises)
- Rendre le vote obligatoire.

Laïcité

*La laïcité est un « constat »

*Importance de bien définir ce qu'il faut entendre par « laïcité »

*Dans les grandes villes, la laïcité a réellement une importance au regard du nombre d'immigrés. Importance de former une nation et de respecter l'histoire de la France

*La laïcité est la liberté de croire/d'avoir une appartenance religieuse sans que cela ne gêne personne, tout en respectant les valeurs de la République

*Références au bien vivre ensemble/tolérance/respect des autres

Incivilités

Nécessité d'avoir une vraie éducation parentale pour éviter les incivilités

Faire payer les parents en cas de faute grave commise par leurs enfants et en cas d'insolvabilité, réalisation de travaux d'intérêt général

Immigration

*Renforcer les contrôles aux frontières, conformément aux accords de Schengen

- *Ne pas faire re-rentre de djihadistes en France. Ils ne doivent pas être considérés comme des français au regard de leurs actes. Réflexion sur leur internement ou privation de liberté
- *Réfléchir à une immigration choisie sur le modèle du Canada / à proposer par référendum
- *Il n'est plus possible d'accueillir tout le monde, il faut nécessairement limiter l'immigration et notamment au regard du nombre de chômeurs et de personnes en situation de précarité en France
- *S'interroger sur les raisons qui poussent les immigrés à choisir la France (misère ou autre ?)
- *Certains domaines d'activité (bâtiment) sont principaux pourvus par des immigrés, ce qui suppose un rejet de la part des français ?
- *Certains immigrés ne respectent pas les valeurs de la République et sont violents
- *Il vaut mieux aider les immigrés « chez eux » et leur apprendre le bien vivre ensemble
- *Paradoxe car certains pays abritent une population pauvre mais affichent un PIB important

TRANSITION ECOLOGIQUE

- Difficulté dans la compréhension des enjeux réels de l'écologie.
Ce qui était pointé du doigt il y a plusieurs années est aujourd'hui perçu comme finalement moins polluant (exemple de l'essence).
Ou bien on prône certains produits/procédés/concepts qui ont des effets pervers (essence qui augmente le risque de cancer du sein, granules produit à partir d'arbres, limitation de la vitesse de circulation à 80km/h qui fait finalement plus consommer etc.)
- Enjeux qui dépassent les français, d'où la difficulté à trouver des solutions
- Problème de pollution cantonné aux véhicules alors que parallèlement le trafic aérien se développe de plus en plus et n'est pas inquiété
- L'état de l'eau est une question préoccupante (plus de 70% des réserves françaises seraient contaminées). Ce que l'on fait aujourd'hui (exemple des produits phytosanitaires) a des conséquences sur les 30 ans à venir
- Nécessité d'action de la part de l'Europe pour limiter les produits phytosanitaires et s'occuper des lobbystes
- Nécessité de limiter la durée des centrales atomiques pour éviter qu'elles ne deviennent dangereuses
- Ecologie et économie sont intimement liées ; l'écologie ne peut être traitée seule
Certaines décisions économiques ne sont pas prises et l'écologie est bien souvent la grande perdante
- La problématique de l'écologie est mondiale ; quand la France ne peut pas produire, elle importe
- Instaurer la règle du pollueur payeur.

AUTRES THEMATIQUES ABORDEES

- Contrôle des retraités de l'espace Schengen (doivent justifier d'être en vie chaque année) alors qu'il n'y a aucun contrôle pour les résidents hors espace Schengen qui ont vécu en France et qui touchent une retraite
- Retraités mineurs : personnels administratifs en nombre supérieurs au nombre de retraités